



CATALOGUE DES FORMATIONS IHEMI

2025

Formations aux questions de sécurité et de justice

Formations en intelligence
et sécurité économiques

Formations en management des risques,
gestion et communication de crise

Formations des cadres de l'État





Formations



Etudes et
recherches



Diffusion de
connaissances



Prospective

L'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI)

Créé en 1989, l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur dispense un large éventail de formations à destination des responsables des secteurs public et privé.

Les formations proposées peuvent avoir lieu à l'École militaire de Paris, au Fort de Charenton à Maisons-Alfort, en province ou bien à distance.

L'Institut assure quatre grandes missions

1. Former des hauts responsables des secteurs privé et public aux questions de sécurité intérieure et de justice, de gestion de crise, d'intelligence et sécurité économiques, de citoyenneté.
2. Conduire des études en associant des chercheurs, des universitaires et des acteurs de terrain pour accompagner les politiques publiques.
3. Diffuser des connaissances au travers de revues, rapports, colloques et journées d'études.
4. Anticiper et proposer des analyses prospectives permettant de préparer les crises de demain.

La formation

Des sessions nationales aux cycles d'études, les formations de l'IHEMI accueillent des centaines d'auditeurs chaque année. Au cours de ces formations, les auditeurs bénéficient d'interventions d'experts reconnus, se déplacent sur le terrain, réalisent des travaux de groupes ou individuels et des voyages d'études.

La recherche

L'Institut dispose d'une capacité de recherche propre, lui permettant de conduire des études, seul ou en coopération avec d'autres organismes français ou étrangers. Par exemple sur les facettes de la criminalité organisée, les relations entre police et population, les phénomènes de radicalisation, la gestion de crise, etc.

La diffusion des connaissances

Plusieurs publications sont produites et diffusées par l'Institut : les *Cahiers de la sécurité et de la justice*, la *Lettre d'information sur les risques et les crises* (LIREC). D'autres productions thématiques viennent présenter divers points de vue sur des enjeux contemporains.

Une vingtaine de conférences et de colloques ouverts au public est organisée chaque année par l'IHEMI. Près de 2 000 personnes y assistent.

La prospective

L'Institut consacre une partie de ses travaux à des études de prospective. Depuis le début de l'année 2023, avec l'arrivée d'un délégué à la prospective, l'IHEMI contribue à la relance d'une démarche de sensibilisation et d'acculturation des différentes entités du ministère à la prospective. Aux côtés de la mission dédiée à ce sujet au sein du Secrétariat général (MEPATE), l'Institut apporte son expertise et son réseau au sein du monde universitaire et de la recherche.

7
formations
annuelles

Thèmes



Sécurité et justice



Protection des entreprises
et intelligence économique



Management stratégique
de la crise



Citoyenneté



Intelligence artificielle



Des formations
pour des publics spécifiques



Des formations
sur mesure
pour les administrations
et les entreprises

FORMATIONS

Formations aux questions de sécurité et de justice	4
Session nationale Sécurité et justice.....	6
Session régionale Jeunes Sécurité et justice	8
Cycle de la Citoyenneté.....	9
Collaborateurs parlementaires.....	10
Formations en intelligence et sécurité économiques	12
Session nationale Protection des entreprises et intelligence économique	14
Manager sûreté	16
SKEMA Business School.....	17
Officiers de sécurité.....	18
Cycle Cybersécurité	19
Renseignement en sources ouvertes OSINT	20
Formations sur mesure.....	21
Formations en management des risques, gestion et communication de crise	22
Session nationale Management stratégique de la crise	24
Formations sur mesure.....	26
Communication de crise et media training à destination des COMEX et CODIR des opérateurs et entreprises stratégiques	27
Réfèrent PCA (Plan de continuité d'activité)	28
Équipes de crise de grands opérateurs ou acteurs publics.....	29
COMEX et CODIR des opérateurs et entreprises stratégiques	30



300 auditeurs

dans les sessions nationales et cycles chaque année

+ 2500 personnes / an

en formation courte

5 000 auditeurs

de formations longues depuis 1989

150 formations

proposées / an

Écoles et universités	31
Management stratégique de la crise pour le secteur sportif et événementiel	32
Cycle Anticipation en gestion de crise	33
Formations des cadres de l'État *	34
Cycle des hautes études du ministère de l'Intérieur	36
Cycle supérieur Ariane	37
Cycle supérieur d'Intelligence artificielle	28
Séminaire Tour extérieur des administrateurs de l'État	39
Référénts en intelligence économique de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale.....	40
Séminaires d'études et de réflexion	41
Colloque d'études et de réflexion	42
Journées d'études et de réflexion numériques.....	43
Les Matinales numériques.....	44
Préfets et procureurs	45
Cycles supérieurs d'Études territoriales (CSET) de niveau I et niveau II	46-47
Les RETEX	48
Chaîne de commandement territorial (CCT).....	49
Communication de crise et media training.....	50
Formation au profit de l'École de Guerre.....	51
Formation au profit de l'INSP	52
Grilles tarifaires pour les formations annuelles	54
Liste des partenariats	55

(*) Les agents de l'État ont accès à l'ensemble des formations des 3 précédentes sections du catalogue.



Formations aux questions de sécurité et de justice

P.6

Session nationale Sécurité et justice

P.8

Session régionale Jeunes Sécurité et justice

P.9

Cycle de la Citoyenneté

P.10

Collaborateurs parlementaires





Session nationale Sécurité et justice



Formation annuelle



1 an | Une semaine par mois de septembre à juin
301 heures



Candidature

Dossier de candidature
et convention à
télécharger sur

www.ihemi.fr/formations

Candidatures ouvertes
de mars à juin



Admission

Sur dossier et,
le cas échéant,
entretien individuel.



Tarifs

De 3 000 € à 10 000 €
(voir la grille tarifaire p.54)



Lieu

École militaire (Paris)
et sites franciliens
(hors voyages d'étude)



Contact

snsj-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 44 42 48 74

L'ICHEMI propose depuis sa création, en 1989, la session nationale Sécurité et justice. Destinée à un public de haut niveau concerné par les risques et menaces contemporains en matière sécuritaire ou juridique.

Objectifs

- Expliquer la place et le rôle des acteurs concourant à la sécurité et au système judiciaire national.
- Appréhender les grands enjeux contemporains de la sécurité et de la justice.

Organisation

Des séminaires de 4 à 5 jours par mois composés de :

- interventions d'acteurs de premier rang lors de conférences et de tables rondes ;
- déplacements sur le terrain ;
- travaux de groupe ;
- voyages d'études (le premier consacré à l'Union européenne à Bruxelles et La Haye, le second en métropole ou en Outre-mer afin d'illustrer une thématique locale et le dernier en fin de formation dans un pays partenaire de la France).

Publics

🔍 Découvrir et rencontrer les acteurs de terrain de la sécurité et de la justice

Grâce aux nombreux partenariats qu'il a noués, l'ICHEMI permet à ses auditeurs d'accéder à des acteurs de terrain qualifiés et de se rendre sur des sites habituellement fermés au public : visites au sein du GIGN et du RAID, immersions en brigade anti-criminalité de la Police nationale et en peloton de surveillance et d'intervention de la Gendarmerie nationale, immersions en maison d'arrêt, visites des services des douanes des aéroports franciliens, découverte de l'Institut de recherches criminelles de la Gendarmerie nationale et du laboratoire centrale de la préfecture de police de Paris, présentation de la salle de commandement de la direction de l'ordre public et de la circulation de la préfecture de police de Paris, de l'Etat-major de la Brigade de sapeurs-pompier de Paris, des dispositifs de sécurité de grands événements (Internationaux de France de Roland Garros, matchs de football du PSG au Parc des Princes, concerts à l'AccorHotels Arena, etc.). Les auditeurs découvrent ainsi les services de sécurité et de justice dans leur fonctionnement opérationnel quotidien, tout en assistant à des conférences de haut niveau pour penser les enjeux de sécurité et de justice d'aujourd'hui et de demain.

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré
par arrêté ministériel
(parution au Journal
officiel)



Une centaine d'auditeurs sélectionnés parmi :

- les élus nationaux et locaux ;
- les membres du Conseil économique, social et environnemental ;
- les magistrats de l'ordre judiciaire, financier et administratif ;
- les administrateurs des assemblées parlementaires et du Conseil économique, social et environnemental ;
- les hauts fonctionnaires d'État, territoriaux et hospitaliers membres des corps recrutés par la voie de l'Institut national du service public ou de niveau équivalent, les agents contractuels de haut niveau ;
- les commissaires divisionnaires de la Police nationale ;
- les officiers supérieurs des trois armées, de la Gendarmerie nationale et des Sapeurs-pompiers, du grade de colonel ;
- les universitaires et chercheurs de haut niveau ;
- les membres des autorités administratives indépendantes ;
- les cadres supérieurs, dirigeants et associés d'entreprise ;
- les membres des professions juridiques et judiciaires ;
- les dirigeants syndicaux nationaux ;
- les journalistes ;
- les personnalités qualifiées exerçant dans les secteurs économique, social, scientifique, juridique, associatif et culturel ;
- les cadres des institutions européennes ;
- les cadres étrangers, issus des corps supérieurs de la police, de l'armée et de la justice, maîtrisant la langue française, sur proposition de leurs autorités nationales respectives, relayée par les ambassades.

Session régionale Jeunes Sécurité et justice



Formation courte



1 semaine | deux à trois sessions par an

EN PARTENARIAT AVEC



Candidature

Dossier de candidature
et convention à
télécharger sur
www.ihemi.fr/formations



Admission

Sur dossier



Tarifs

100 € pour les étudiants,
300 € pour les cadres
du ministère de l'Intérieur
et 500 € pour les
autres auditeurs



Lieux

- Une à deux sessions en province, au sein d'une école appartenant au Réseau des écoles du service public (RESP)
 - Une session se déroule en juillet à l'Ecole militaire (Paris)



Contact

securite-justice-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 44 42 48 74

Depuis 2011, l'IHEMI propose des formations à destination d'étudiants ainsi qu'à des jeunes professionnels de moins de 35 ans. Élaborée sur le modèle de la session nationale Sécurité et justice, la session régionale Jeunes est destinée à sensibiliser ce public aux grands enjeux contemporains.

Objectifs

- Sensibiliser les étudiants aux problématiques de sécurité et de justice.
- Rapprocher l'enseignement universitaire et la pratique professionnelle de manière à attirer les étudiants à fort potentiel vers les métiers de la sécurité.
- Compléter la formation des jeunes professionnels par une approche globale des enjeux liés à la justice, la sécurité ou l'administration territoriale de l'État.

Organisation

- Conférences et tables rondes avec des spécialistes nationaux et régionaux de la sécurité et de la justice.
- Visites : établissement pénitentiaire, centre de gestion de crise, palais de justice, hôtel de police, etc.
- Travaux de groupe (pour la session parisienne).

Publics

Une cinquantaine d'auditeurs sélectionnés parmi des :

- étudiants en master 2, doctorat, grandes écoles, Institut d'études judiciaires (IEJ).
- actifs de moins de 35 ans de niveau cadre, au titre de la formation continue.

**Attestation de
formation de l'Institut**

Cycle de la Citoyenneté



Formation annuelle



1 an | 18 jours de septembre à mai

126 heures



Candidature

Désignation par les directions d'emploi ou candidatures spontanées, selon l'origine des auditeurs



Admission

Sur dossier



Tarifs

De 1 000€ à 1 500€
(voir la grille tarifaire p.54)



Lieu

Fort de Charenton (Maisons Alfort), École militaire (Paris) et déplacements



Contact

dcs-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 57 44 07 99

Le cycle Citoyenneté entend offrir un espace de réflexion et d'échanges entre universitaires, professionnels et auditeurs autour des grands enjeux de la citoyenneté et des initiatives localement menées pour la renforcer.

Objectifs

- Étudier les notions fondamentales de la citoyenneté, en particulier l'État, la souveraineté, l'identité, la précarité, l'exclusion, les inégalités et discriminations, l'immigration, l'intégration, les séparatismes, l'engagement citoyen, le militantisme ou encore la participation politique et syndicale.
- Assurer un dialogue constructif entre universitaires, experts et praticiens, afin d'apporter aux auditeurs la connaissance d'initiatives de terrain complémentaires des approches scientifiques.
- Favoriser un partage d'expériences entre auditeurs issus de la fonction publique et de la société civile.

Organisation

6 modules de 2 à 3 jours mêlant conférences et visites de sites. Les auditeurs sont divisés en groupes de travail afin de produire un rapport collectif sur des sujets proposés par l'Institut.

Publics

Quarante places réparties entre : encadrement supérieur de l'État, cadres supérieurs de la Police nationale, officiers supérieurs de la Gendarmerie nationale, officiers supérieurs des sapeurs-pompiers, cadres supérieurs du ministère de la Justice (magistrature, DAP, PJJ), cadres supérieurs du ministère de l'Éducation nationale, officiers supérieurs du ministère des Armées, cadres supérieurs de l'administration territoriale, élus, responsables associatifs ou membres de la société civile intéressés par la thématique.

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré
par arrêté ministériel
(parution au Journal
officiel)

Formation des collaborateurs parlementaires

 **Formation courte**

 **3 jours** | 2 séminaires par an

EN PARTENARIAT AVEC



Candidature

Liste des auditeurs
communiquée directement
à l'IHEMI par la
questure de l'Assemblée
nationale et l'Association
pour la gestion des
assistants de sénateurs

Tarifs

7 500 € versés
par les chambres
et 180 € par auditeur

Lieu

École militaire (Paris)
et/ou sites franciliens

Contact

securite-justice-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 44 42 48 74

L'IHEMI, en partenariat avec l'Assemblée nationale et le Sénat, propose aux collaborateurs parlementaires des députés et des sénateurs de mener une réflexion sur les questions de sécurité et de justice, notamment en lien avec l'actualité législative.

Objectifs

- Renforcer les capacités de compréhension des questions de sécurité et de justice des collaborateurs parlementaires.
- Donner les outils pour développer des réflexions apportant une plus-value au traitement de ces questions dans le cadre de l'activité parlementaire.

Organisation

Trois journées de formation composées de :

- conférences et tables rondes animées par des hauts fonctionnaires de la police nationale et des officiers supérieurs de la gendarmerie nationale, universitaires et magistrats ;
- visites : établissement pénitentiaire, salles de commandement, unités opérationnelles, etc.

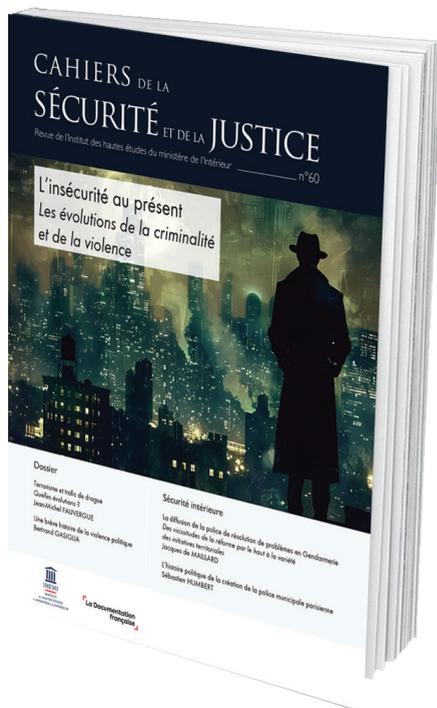
Publics

Une cinquantaine de collaborateurs parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat, sur proposition de la questure de l'Assemblée nationale et du Sénat uniquement.

**Attestation de
formation de l'Institut**

L'IHEMI propose

LES CAHIERS DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE



La revue *Cahiers de la sécurité et de la justice* explore toutes les dimensions autour du thème de la sécurité depuis plus de vingt ans.

Elle constitue la publication francophone de référence pour ce qui concerne la réflexion sur ce sujet. Sa ligne éditoriale est orientée sur l'analyse des menaces et des risques du monde contemporain ainsi que sur les stratégies de réponse et les outils pour les mettre en œuvre.

À l'image de l'Institut, lieu de croisement de cultures professionnelles diverses, elle ouvre ses colonnes aux universitaires et aux chercheurs, mais également aux acteurs du monde de la sécurité et de la justice des secteurs public et privé.



Support :
papier et numérique

S'abonner :
www.vie-publique.fr

Acheter des articles :
www.cairn.info





Formations en intelligence et sécurité économiques

P.14

*Session nationale Protection des entreprises
et intelligence économique*

P.16

Manager sûreté

P.17

SKEMA Business School

P.18

Officiers de sécurité

P.19

Cycle Cybersécurité

P.20

Renseignements en sources ouvertes OSINT

P.21

Formations sur mesure





Session nationale Protection des entreprises et intelligence économique

**MON
COMPTE
FORMATION**



Formation annuelle



1 an | Une semaine par mois de septembre à juin

273 heures



Candidature

Dossier de candidature et convention à télécharger sur www.ihemi.fr/formations

Candidatures ouvertes de janvier à juin



Admission

Sur dossier et entretien individuel avec un jury



Tarifs

De 3 000 € à 10 000 € (voir la grille tarifaire p.54)



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

securite-economique-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)6 47 47 27 72

La session nationale Protection des entreprises et intelligence économique donne les clés de compréhension pour une analyse pertinente des situations à risques d'origine interne ou externe à l'entreprise. La formation permet d'acquérir les savoirs nécessaires à la mise en place efficace de dispositifs de prévention et de protection.

Objectifs

- Développer une vision multidomaine de la sécurité-sûreté et une approche managériale et technique de la maîtrise des risques et menaces en apportant à l'ensemble des acteurs économiques, quel que soient leur secteur d'activité ou la taille de leur structure, la culture et les savoir-faire nécessaires pour appréhender le contexte et les enjeux de sécurité/sûreté auxquels ils sont confrontés.
- Concevoir la politique de sûreté comme un atout de la compétitivité en l'intégrant dans l'élaboration de la stratégie des entreprises et leur dynamique de développement.
- Favoriser les synergies entre les différents acteurs de la sûreté en construisant une vision partagée public/privée de l'intelligence et de la sécurité économiques compatible avec la sauvegarde des actifs stratégiques nationaux dans le cadre européen et international.

Organisation

Des séminaires de 5 jours par mois composés de :

- cours magistraux, conférences et retours d'expérience ;
- déplacements sur le terrain ;
- travaux individuels, de groupe et mises en situation ;
- voyage d'études.

Diplômes

Titre RNCP de niveau 7

« Expert en protection des entreprises et intelligence économique » (équivalent BAC+5)

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré par arrêté ministériel (parution au Journal officiel)



Une formation éligible au CPF

La participation peut être financée à partir du Compte personnel de formation (CPF) de l'auditeur. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.moncompteactivite.gouv.fr ou rapprochez-vous de votre service en charge de la formation.



Publics

Une trentaine d'auditeurs sélectionnés parmi :

- les élus nationaux et locaux ;
- les membres du Conseil économique, social et environnemental ;
- les magistrats des ordres judiciaire, administratif et financier ;
- les administrateurs des assemblées parlementaires et du Conseil économique, social et environnemental ;
- les hauts fonctionnaires d'État, territoriaux et hospitaliers membres des corps recrutés par la voie de l'Institut national du service public ou de niveau équivalent, les agents contractuels de haut niveau ;
- les cadres de catégorie A des trois fonctions publiques et agents contractuels de niveau équivalent ;
- les commissaires divisionnaires de la Police nationale ;
- les officiers supérieurs de la Gendarmerie nationale, des trois armées et des sapeurs-pompiers ;
- les universitaires et chercheurs de haut niveau des secteurs public et privé ;
- les cadres supérieurs, dirigeants et associés d'entreprise ;
- les membres des professions libérales ;
- les journalistes et acteurs de la communication ;
- les personnalités qualifiées exerçant dans les secteurs économique, social, scientifique, juridique, associatif, culturel et culturel ;
- les cadres issus des institutions européennes ;
- les cadres étrangers, issus des corps supérieurs des administrations, maîtrisant la langue française, sur proposition de leurs autorités nationales respectives, relayée par les ambassades ;
- les cadres étrangers issus du secteur privé exerçant leur activité en France et maîtrisant la langue française ;
- les consultants exerçant dans le secteur économique ou associatif.

Formation Manager sûreté

EN PARTENARIAT AVEC



Candidature

Dossier de candidature
et convention à
télécharger sur
www.ihemi.fr/formations



Admission

Sur dossier



Tarifs

3 800 €



Lieu

École militaire (Paris)
ou distanciel



Contact

securite-economique-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)6 47 47 27 72

Diplôme

**Certificat de formation
professionnelle
Manager Sûreté**

**Cette formation certifiante
Manager sûreté couvre
le bloc de compétences
BC02 « Élaborer,
implémenter et gérer la
politique de protection des
actifs » de la formation
certifiante RNCP 37757
de niveau 7 « Session
nationale Protection des
entreprises et intelligence
économiques » délivrée
par l'IHEMI**



Formation courte

2 sessions par an
35 heures



Depuis 2011, l'IHEMI et le Club des directeurs de sécurité et de sûreté des entreprises (CDSE) proposent la formation Manager sûreté qui vise à transmettre les clés de compréhension et d'analyse ainsi que les cadres juridiques utiles à l'exercice de fonctions dans le domaine de la sûreté.

Objectifs

1. Élaborer et mettre en œuvre une gouvernance et une politique de sûreté préventive fondées sur les principes de management des risques humains, cyber et physiques, alignées sur la stratégie de l'organisme.
2. Concevoir et implémenter une gouvernance et un plan de sécurité-sûreté intégrés au système de management de l'organisme.
3. Appréhender et mettre en cohérence les activités du manager sûreté avec la continuité d'activité, la gestion de crise et la résilience.

Organisation

- Des cours magistraux, des conférences, des retours d'expérience et des cas pratiques.

Le département fait appel à son réseau d'intervenants composé d'experts et praticiens reconnus dans les domaines de la gestion de la sécurité-sûreté, des risques, de la continuité d'activité, de la gestion de crise, principalement issus du secteur privé.

Chaque conférence est modérée par un membre du département intelligence et sécurité économiques.

- Des supports pédagogiques (cours dispensés, sélection de documents et références complémentaires) sont diffusés aux stagiaires.

Publics

- Responsables des directions sûreté/sécurité.
- Responsables de gestion des risques d'actifs publics ou privés.
- Tout professionnel issu de la sphère publique ou privée souhaitant intégrer cette fonctions.



Une formation éligible au CPF

La participation peut être financée à partir du Compte personnel de formation (CPF) de l'auditeur. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.moncompteactivite.gouv.fr ou rapprochez-vous de votre service en charge de la formation.

Étudiants de la SKEMA Business School

EN PARTENARIAT AVEC

skema
BUSINESS SCHOOL



Formation courte



**60 heures | Répartis en 2
modules**



Candidature

Formation réservée aux
étudiants du Master of
science International
Strategy & Influence



Admission

Procédure académique



Tarifs

Établis par la Skema
Business School



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

securite-economique-ihemi@
interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 72

Depuis près d'une décennie, Skema Business School et l'IHEMI mettent en commun leurs expertises en intelligence économique afin de sensibiliser des étudiants à la sécurité économique.

La formation vise à permettre aux étudiants de compléter leurs connaissances du monde de l'entreprise et de l'environnement concurrentiel international grâce à une nouvelle grille de lecture stratégique.

Cette collaboration s'effectue dans le cadre du Master of Science "International Strategy et Influence" organisé par Skema Business School.

Objectifs

- Donner aux étudiants une culture approfondie dans le domaine de la sécurité économique et la protection des entreprises.
- Permettre aux étudiants de connaître les acteurs de la sécurité économique.
- Développer leur capacité à déceler et classer les vulnérabilités rencontrées par les organisations.
- Offrir la connaissance théorique et pratique des outils de l'intelligence économique et de la gestion de crise.

Organisation

- 2 modules de 5 jours.
- Des cours magistraux et des conférences ainsi qu'une visite de site sous l'angle de la sécurité économique.
- 4 pôles thématiques principaux :
 - nouveaux risques et nouveaux défis ;
 - la sécurité économique et les organisations ;
 - web 3.0 : Menaces et atouts ;
 - la gestion de crise.

Publics

Le Master of Science "International Strategy et Influence" est ouvert en formation initiale et continue aux titulaires d'un master 1 ou équivalent. La sélection des candidats est effectuée par Skema Business School.

**Attestation de
formation de l'Institut**

Formation des officiers de sécurité

EN PARTENARIAT AVEC



Candidature

Dossier de candidature et convention à télécharger sur www.ihemi.fr/formations

Admission

Sur dossier

Tarifs

700 € pour les candidatures issues de structures publiques et 1000 € pour celles du privé

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

os-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)6 47 47 27 72

Formation annuelle

 Trois à quatre sessions par an

22 heures

Le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) propose, diffuse et fait appliquer et contrôler les mesures nécessaires à la protection du secret de la défense nationale. Afin de renforcer la chaîne de sécurité du secret constituée par les officiers de sécurité, le SGDSN et l'IHEMI se sont associés pour proposer cette formation aux civils concernés.

Objectifs

- Apporter une formation plus spécifique à travers le module complémentaire optionnel (sécurité nucléaire, le secret dans les contrats...).
- Approfondir et compléter la formation des officiers de sécurité par une approche globale des enjeux de sécurité ayant trait à la préservation du secret de la défense nationale.
- Favoriser les échanges dans le cadre d'une formation généraliste regroupant des profils d'expérience et d'origine géographique hétérogènes.
- Encourager le dialogue entre les participants et avec les intervenants au plus près des préoccupations communes, en décloisonnant les univers professionnels.

Organisation

Cycle de conférences avec des experts de la protection du secret de la défense nationale et des praticiens: représentants du SGDSN, de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), du ministère de l'Intérieur, de la DGSI, etc.

Publics

30 à 40 auditeurs sélectionnés parmi des :

- agents des services des hauts fonctionnaires de défense et de sécurité ;
- officiers de sécurité et leurs adjoints (secteurs public et privé) ;
- toute personne en charge des questions de protection du secret de la défense nationale.

Chaque candidat doit être en mesure de justifier d'une habilitation au secret de la défense nationale (produire un certificat de sécurité lors de l'inscription).

Attestation de formation de l'Institut

Cycle Cybersécurité



Formation courte



Deuxième semestre 2025

42 heures



Candidature

Sur sélection de la
DRH /DMATES
ou des administrations
concernées



Tarifs

Financement DRH/SDRF
(pour les agents du ministère
de l'Intérieur)



Lieu

École militaire (Paris)
et sites franciliens



Contact

securite-economique-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 99

Ayant constaté le besoin d'acquérir des repères en matière de cybersécurité, notamment à l'échelon territorial, le cycle Cybersécurité, co-produit avec le ComCyberMI, permet à des hauts cadres du ministère de l'Intérieur d'être sensibilisés au contexte, aux enjeux et réponses face aux menaces et risques cyber visant les structures de l'administration publique.

Objectifs

Cette formation offre aux participants une occasion d'échanger avec l'ensemble des acteurs et permet de créer au sein de l'administration publique une véritable culture de la cybersécurité basée sur des connaissances communes.

Organisation

2 modules aborderont les thématiques suivantes :

- panorama des cybermenaces ;
- connaissance des acteurs et moyens étatiques de lutte contre la cyberdélinquance ;
- cybercriminalité : le cadre et les mesures d'investigation et de traitement ;
- se préparer à la gestion d'une crise cyber ;
- soutenir une politique de cybersécurité dans les territoires.

Deux déplacements au COMcyber MI à Pontoise et au Centre national de formation (CNF) Cyber à Lille pour découvrir les outils de veille, d'alerte et d'enquête sont programmés durant les séminaires.

Publics

Le cycle Cybersécurité réunit une vingtaine de cadres d'administration publique : autorité préfectorale, hauts cadres des directions du ministère de l'Intérieur fonctionnaires et militaires. Ce cycle se donne pour ambition de constituer un réseau d'excellence interministériel pour la gestion de crises cyber qui peuvent toucher les entreprises ou les établissements publics sur tout le territoire.

**Attestation de
formation de l'Institut**

Renseignement en sources ouvertes OSINT

 **Formation courte**
 **35 heures**
 **Candidature**

Dossier de candidature et convention à télécharger sur www.ihemi.fr/formations

 **Admission**

Sur dossier

 **Tarifs**

1500 € pour les candidatures issues de structures publiques et 2000 € pour celles du privé


Lieu

École militaire (Paris)


Contact

securite-economique-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 99

Les outils numériques ont démultiplié les capacités de rechercher des informations. La collecte d'informations en « source ouverte » permet à des internautes, ou des groupements d'internautes, de collecter, veiller, analyser, cartographier de manière professionnelle. Cette formation spécialisée a pour but de transmettre un panel d'outils et de méthodes immédiatement utilisables.

Objectifs

- Connaître les règles pour investiguer sur Internet anonymement et dans le respect du droit.
- Construire une méthodologie de recherche en OSINT/ROSO (open source intelligence / renseignement d'origine sources ouvertes).
- Savoir investiguer les réseaux sociaux, les images, les données géographiques...
- Comprendre le fonctionnement du darkweb.

Organisation

Cette formation conjugue des apports théoriques et des mises en pratique. Elle permet d'aborder les thématiques suivantes :

- assurer la confidentialité des recherches tout au long du processus ;
- suivre une méthodologie structurée ;
- découvrir des outils de collecte et d'analyse de données en sources ouvertes ;
- découvrir les différentes formes et sources de renseignement : social media (SocMInt), image (ImInt), géographique (GeoInt), humain (HumInt), ... ;
- utiliser des outils de collecte en masse (scraping), ainsi que des outils de veille ;
- construire des cartographies opérationnelles pour faciliter le travail d'analyse ;
- explorer le web, le « deep web », le « dark web » ainsi qu'avoir un aperçu des darknets.

Publics

- Cadres et agents des directions générales du ministère de l'Intérieur.
- Agents des collectivités territoriales.
- Entrepreneurs.
- Responsable ou collaborateur de cellule de veille.

Attestation de formation de l'Institut



Les formations sur mesure

du département Intelligence et sécurité économiques

Le département Intelligence et sécurité économiques de l'IHEMI conçoit des formations sur mesure pour le compte d'organismes publics et privés. Il est ici proposé un aperçu de formations créées et développées par le département. Celles-ci sont réservées au personnel ou aux étudiants des entités concernées.

Vous êtes intéressé par la mise en place d'une formation en intelligence économique et

protection des entreprises? Le département vous accompagne pour définir votre besoin, établir l'ingénierie pédagogique, faire appel aux intervenants adéquats et organiser la logistique de la formation.

Contact

securite-economique-ihemi@interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 72





Formations en management des risques, gestion et communication de crise

P.24

Session nationale Management stratégique de la crise

P.26

Formations sur mesure

P.27

Communication de crise et media training à destination des COMEX et CODIR des opérateurs et entreprises stratégiques

P.28

Référent PCA (Plan de continuité d'activité)

P.29

Équipes de crise de grands opérateurs ou acteurs publics

P.30

COMEX (Comité exécutif) et CODIR (Comité de direction) des opérateurs et entreprises stratégiques

P.31

Écoles et universités

P.32

Management stratégique de la crise pour le secteur sportif et événementiel

P. 33

Cycle Anticipation en gestion de crise



EDITION
SPECIALE

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
*Liberté
Égalité
Fraternité*



IHEMI
INSTITUT
HAUTE ÉCOLE DE LA MEDITERRANÉE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



Session nationale Management stratégique de la crise

**MON
COMPTE
FORMATION**

 **Formation annuelle**

 **1 an** | Une semaine par mois
de septembre à juin
252 heures

Candidature

Dossier de candidature
et convention à
télécharger sur
[www.ihemi.fr /formations](http://www.ihemi.fr/formations)
Candidatures ouvertes
de février à juin

Admission

Sur dossier et entretien
individuel avec un jury

Tarifs

De 3 000 € à 10 000 €
(voir la grille tarifaire p.54)

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

snc-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

La session nationale Management stratégique de la crise met les participants en capacité de piloter, dans leur structure, une politique efficace de gestion des risques et de réponse aux crises et de créer les conditions d'une culture de crise adaptée aux contraintes sociétales et économiques.

Objectifs

- Compréhension des risques et des crises.
- Prise de décision et gestion du stress en situation d'incertitude.
- Mise en place de plans de crise, de plans de continuité d'activité et de procédures d'anticipation.
- Compréhension des enjeux de la communication de crise.
- Mise en place de retours d'expérience.

Organisation

- 10 séminaires de 4 jours de septembre à juin, composés de :
- cours magistraux, conférences et retours d'expérience de grands témoins ;
 - exercices de crise sur le plateau de crise de l'Institut ;
 - ateliers de media training sur le plateau technique ;
 - visites de centres opérationnels ;
 - travaux de groupe ;
 - voyage d'études.

Une formation éligible au CPF

La participation peut être financée à partir du Compte personnel de formation (CPF) de l'auditeur. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.moncompteactivite.gouv.fr ou rapprochez-vous de votre service en charge de la formation..

Un centre de formation d'excellence à la gestion de crise

L'Institut dispose d'un centre spécifique sur plus de 350 m² pour les formations à la gestion de crise. Situé à l'École militaire avec trois salles de crises en parallèle, il permet de reconstituer une cellule de crise au sein d'une organisation, quelle que soit sa nature, son positionnement ou sa taille.

Les salles de crise sont équipées des moyens techniques, aussi proches que possible de la réalité vécue par les stagiaires. Le centre dispose également de deux salles dédiées au media training en communication sensible et de crise.

Diplômes

Titre RNCP de niveau 7

« Responsable gestion
de crise » (équivalent
BAC+5)

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré par
arrêté ministériel (parution
au Journal officiel)

Possibilité de valider un
bloc de compétence pour
la formation Protection des
entreprises et intelligence
économique



Publics

Une vingtaine d'auditeurs sélectionnés parmi :

- les hauts fonctionnaires d'État, territoriaux et hospitaliers membres des corps recrutés par la voie de l'Institut national du service public ou de niveau équivalent, les agents contractuels de haut niveau ;
- les magistrats ;
- les cadres de catégorie A des trois fonctions publiques et agents contractuels de niveau équivalent ;
- les officiers supérieurs de la Gendarmerie nationale, des trois armées et des sapeurs-pompiers ;
- les commissaires et les commissaires divisionnaires de la Police nationale ;
- les cadres supérieurs, dirigeants et associés d'entreprise ;
- les administrateurs des assemblées parlementaires et du Conseil économique, social et environnemental ;
- les journalistes ;
- les cadres des institutions européennes ;
- les cadres étrangers, issus des corps supérieurs de la police, de l'armée, de la justice, de la sécurité civile ou de l'administration d'Etat, maîtrisant la langue française, sur proposition de leurs autorités nationales respectives, relayée par les ambassades ;
- les cadres étrangers issus du secteur privé exerçant leur activité en France et maîtrisant la langue française.



Activités de formation du département risques et crises

Le livre blanc de la sécurité intérieure de 2020 conforte le positionnement de l'IHEMI en tant que référent des formations sur l'ensemble du périmètre de la gestion de crises. Au sein de la direction des risques, de l'intelligence économique et de la réflexion stratégique, le département Risques et crises dispense des formations de haut niveau à la gestion et à la communication de crise et au plan de continuité d'activité, destinées aux managers et décideurs des sphères publiques et privées.

En plus de la session nationale Management stratégique de la crise, le DRC propose une offre de formation sur mesure sur l'ensemble du spectre de la gestion et de la communication de crise, sous la forme de modules thématiques à assembler au gré des besoins identifiés.

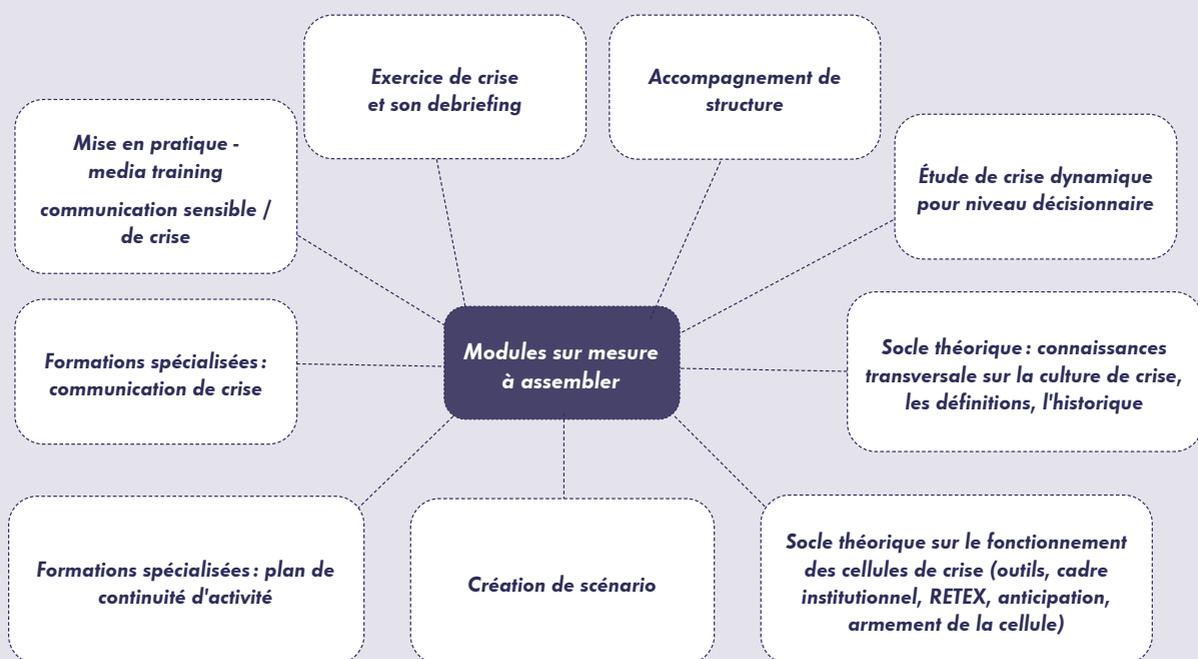
Chaque module peut être proposé séparément en fonction du niveau de maturité et/ou des besoins de l'organisation partenaire. Il peut être conduit dans le cadre d'une action de formation ou dans le cadre d'un accompagnement personnalisé.

Un plateau technique dédié à la mise en situation des auditeurs pour des exercices de crise et media training

Plus de 100 exercices de crise sont réalisés chaque année. Sur une surface de 350m² au cœur du site de l'École militaire à Paris, 5 salles de simulation de crise, d'animation d'exercices et de media training permettent à l'équipe de formateurs de l'IHEMI de mettre en situation de prise de décision sous tension et dans l'incertitude les auditeurs, via une grande variété d'exercices de crises régulièrement actualisés et des scénarios de mediatraining en lien avec les enjeux des auditeurs.

Contact

formation-drc-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87



Formation en communication de crise et media training à destination des COMEX et CODIR des opérateurs et entreprises stratégiques



Formation courte



Entre 1/2 journée et 2 jours
modules à la demande



Candidature

Session sur mesure organisée
à la demande avec les
institutions partenaires



Tarifs

Sur devis



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@

interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Ces formations sont à destination soit des hauts dirigeants amenés à prendre la parole devant les médias en situation sensible ou de crise, soit aux équipes de communication et aux communicants, en charge de préparer les stratégies de communication, leur mise en œuvre et les prises de paroles.

Objectifs

- Comprendre les enjeux et les principes de communication en situation tendue.
- Décrypter le processus de médiatisation des crises, appréhender les attentes de la population, comprendre le fonctionnement des médias.
- Comprendre les caractéristiques de l'opinion et identifier les facteurs de risque d'opinion.
- Définir et mettre en place une stratégie de communication de crise.
- Les réseaux sociaux en temps de crise : comprendre leurs clés de fonctionnement.
- Se préparer à une interview : règles de base, maîtrise de la parole, de son discours.
- Élaborer des messages clés adaptés à la diversité des publics cibles.
- Faire face à tous types de questions.

Organisation

2 modules complémentaires :

- apports théoriques et kits réflexes de communication de crise ;
- mise en pratique, partage de bonnes pratiques et analyse de cas d'actualité média training.

Publics

8 à 12 personnes maximum par session de média training.

**Certificat
de réalisation**

Formation Référént PCA (Plan de continuité d'activité)

 **Formation courte**

 **2 jours**
modules à la demande



Candidature

Session sur mesure organisée
avec les institutions partenaires



Tarifs

Sur devis



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Créée en 2017, cette formation est destinée aux référents PCA nouvellement nommés ou en poste, ou à tout référent qui souhaite revoir les fondamentaux de la continuité d'activité ou s'exercer.

Objectifs

Maîtriser les règles, principes, méthodes et outils pratiques d'une démarche de continuité d'activité au sein d'une entité.

Organisation

Théorie

- Connaître le cadre administratif et normatif.
- Identifier et connaître les mécanismes de PCA.
- Élaborer et piloter la mise en œuvre d'un plan de continuité d'activité.
- Participer au management de la continuité d'activité au sein d'une entité privée comme publique.

Mise en pratique

Mise en situation de « gestion de crise » avec une étude de cas et des réflexions collectives sur le déploiement et la mise en œuvre d'un PCA.

Publics

Entre 15 et 18 auditeurs par session.

**Certificat
de réalisation**

Formation Équipes de crise de grands opérateurs ou acteurs publics



Formation courte



Entre 1 et 4 jours
modules à la demande



Candidature

Session sur mesure organisée
à la demande avec les
institutions partenaires



Tarifs

Sur devis



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Cette formation de niveau stratégique vise à entraîner les équipes de crise des opérateurs et des organismes publics.

Objectifs

Développer une culture transversale des risques et de la gestion des crises, dans une démarche de qualité et de culture managériale.

Organisation

Modules théoriques et ateliers de mise en pratique à construire autour des thèmes suivants :

- processus et culture de crise ;
- pilotage de crise et prise de décision ;
- stratégie de communication en crise ;
- travail sur le retour d'expérience ;
- mise en situation sous forme d'exercice de crise ;
- appréhender les facteurs humains et connaître les compétences non techniques utiles en gestion de crise.

Publics

Entre 10 et 20 auditeurs.

Ils nous font confiance

Château de Versailles,
Expertise France, RATP,
CERN, France Télévision,
La Villette, Fontainebleau...

**Certificat
de réalisation**

Formation COMEX et CODIR des opérateurs et entreprises stratégiques



Formation courte



D'une demi-journée à une journée
Modules à la demande



Candidature

Session sur mesure organisée
à la demande avec les
entreprises partenaires



Tarifs

Sur devis



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Cette formation est à destination des équipes de crise de niveau CODIR - COMEX du secteur privé sur le territoire et à l'international. Selon le temps disponible, le format souhaité et la maturité de l'équipe de crise, elle peut inclure des modules théoriques dédiés, ou les intégrer au sein des exercices d'immersion en situation de crise.

Objectifs

Entraîner les membres d'un comité exécutif (COMEX), d'un comité de direction (CODIR) au pilotage stratégique d'une crise complexe.

L'accent est mis sur les aspects suivants :

- compréhension de la crise et de sa dynamique ;
- prise de décisions stratégiques ;
- mise en place d'une stratégie de communication de crise ;
- appréhension de l'environnement institutionnel et des parties prenantes.

Organisation

Grâce à une alternance entre mise en situation (étude de crise dynamique), théorie, partage de bonnes pratiques, propositions d'outils et de kit réflexes, il s'agit de travailler :

- le management et la prise de décision en situation sensible ;
- la communication de crise ;
- le positionnement stratégique de la cellule de crise ;
- la cartographie des acteurs et les relations inter-acteurs en gestion de crise ;
- les facteurs humains et les compétences non techniques en gestion de crise.

L'étude de crise dynamique à partir d'un scénario est réalisé sur mesure et adapté à la structure.

Les passages en media training permet de travailler la communication sensible.

Débriefing de l'étude de crise.

Publics

15 personnes maximum.

Ils nous font confiance

CERN, Engie, MAIF, AXA,
Radio France, RATP,
Musée du Louvre, Centre
Pompidou, Musée d'Orsay,
France TV, Crédit Agricole,
Château de Fontainebleau
et Musée du Louvre,
Orange...

**Certificat
de réalisation**

Formation Écoles et universités



Formation courte



1 à 2 journées

Modules à la demande



Candidature

Session sur mesure organisée
à la demande avec les
institutions partenaires



Tarifs

Sur devis



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Objectifs

Cette formation vise à confronter des étudiants de cursus spécialisés ou généralistes aux symptômes de la crise et à les sensibiliser aux réflexes et bonnes pratiques en matière de gestion et de communication de crise.

Organisation

Exercices de mise en situation, comprenant des exercices de crise et des ateliers de media training.

Publics

Jusqu'à 25 auditeurs

Ils nous font confiance

AgroParisTech,
Université Paris 1 –
Panthéon Sorbonne,
HEC, HEIP, Paris-
Descartes, CNRS...

**Certificat
de réalisation**

Management stratégique de la crise pour le secteur sportif et évènementiel



Formation courte



1 séminaire par an | d'octobre à avril
80 heures



Candidature

Sur sélection de la DRH /DMATES du ministère de l'Intérieur
Pour les auditeurs du privé, sélection par le CDES



Tarifs

Financement DRH/SDRF pour les agents du ministère de l'Intérieur



Lieu

École militaire (Paris)
Infrastructures sportives majeures à Lyon et Toulouse



Contact

formation-drc-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Cette formation de quatre modules repartis sur un an, fruit d'une coopération entre le Centre de droit et d'économie du sport (CDES) et l'IHEMI, forme des hauts responsables du milieu sportif et évènementiel à la gestion des risques et des crises, prise de décision dans l'incertitude mais aussi à la stratégie de communication de crise.

Cette formation allie rencontres avec des experts publics et privés de la gestion de crise, notamment grâce à leurs témoignages de crises vécues, mises en situation et visites d'institutions publiques et sportives.

Objectif

Le cursus s'articule autour de plusieurs objectifs :

- acquérir les connaissances utiles aux différents types de menaces ou risques ;
- normer la capacité de gestion et de réponse face à la menace et renforcer le leadership ;
- bénéficier de retours d'expériences ;
- matérialiser la chaîne de gouvernance pour faire face à la crise.

Organisation

- Conférences faisant intervenir des acteurs de premier rang : responsables publics et privés, experts, universitaires, autour de thématiques telles que :
 - la prise de décision et rôle du décideur en gestion de crise ;
 - la décision collective ;
 - les facteurs humains et la construction d'une équipe de crise.
- Simulations de gestion de crise
 - exercice de crise ;
 - étude de crise dynamique ;
 - entraînement médiatique.
- Tables rondes : permettant des échanges entre professionnels et auditeurs :
 - témoignage: la gestion d'une crise lors d'une manifestation d'envergure ;
 - de la planification au RETEX : les étapes importantes de la gestion de crise.

Publics

Une vingtaine d'auditeurs : membres de l'autorité préfectorale, directeurs des sécurités et chefs SIDPC, auditeurs privés : cadres dirigeants sportifs, directeurs de sécurité de clubs professionnels, stadium managers, directeurs de sites, etc.

**Certificat
de réalisation**

Cycle Anticipation en gestion de crise

 **Formation courte**

 **2 modules par an**



Candidature

Sur sélection de la
DRH/DMATES
du ministère de l'Intérieur



Tarifs

Financement DRH/SDRF
pour les agents du
ministère de l'Intérieur



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Le département Risques et crises de l'IHEMI met en place un cycle de formation anticipation dans le cadre des travaux menés par le Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale (SGDSN) relatives à l'anticipation opérationnelle.

Cette formation courte, d'une durée de quatre jours et demi, fournira aux décideurs les éléments clés pour la mise en place d'un pôle anticipation en temps de crise. Cette fonction, au sein de la cellule de crise, facilitera la prise de décision et la compréhension des conséquences des événements.

Objectifs

- Permettre au décideur en cellule de crise d'intégrer l'anticipation dans sa gestion.
- Instaurer une fonction de « facilitateur » dédiée à l'anticipation au sein de sa salle de crise.
- Travailler sur le management et le processus de décision.

Organisation

Thématiques abordées :

- définition, limites et enjeux de l'anticipation ;
- l'anticipation, solution aux biais cognitifs ?
- outils et méthodes d'anticipation ;
- exercices de mise en pratique de l'anticipation ;
- retours d'expérience (RETEX).

Publics

Jusqu'à 15 participants : membres de l'autorité préfectorale, directeurs des sécurités, directeurs des administrations territoriales et chefs SIDPC.

**Certificat
de réalisation**



Formations des cadres de l'État

P.36

Cycle des hautes études du ministère de l'Intérieur

P.37

Cycle supérieur Ariane

P.38

Cycle supérieur d'Intelligence artificielle

P.39

Séminaire Tour extérieur des administrateurs de l'État

P.40

Référents en intelligence économique de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale

P.41

Séminaire d'études et de réflexion

P.42

Colloques d'études et de réflexion

P.43

Journées d'études et de réflexion numériques

P.44

Les Matinales numériques

P.45

Préfets et procureurs

P.46

Cycle supérieur d'Études territoriales de niveau I (CSET I)

P.47

Cycle supérieur d'Études territoriales de niveau II (CSET II)

P. 48

Les RETEX

P.49

Chaîne de commandement territorial (CCT)

P.50

Communication de crise et media training

P.51

Formation au profit de l'École de Guerre

P.52

Formation au profit de l'INSP





Cycle des hautes études du ministère de l'Intérieur



Formation annuelle



1 an | 36 jours de septembre à juin
252 heures



Candidature

Désignation par les directions d'emploi



Admission

Validation par un comité de sélection



Tarifs

3 000 €

(voir la grille tarifaire p.54)



Lieu

Fort de Charenton
(Maisons Alfort),
École militaire (Paris)
et déplacements à l'étranger



Contact

dcs-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 57 44 07 99

Destiné aux cadres supérieurs à haut potentiel sélectionnés par leurs directions, le cycle des hautes études du ministère de l'Intérieur accueille les cadres féminins et masculins dans leur deuxième partie de carrière. Rénové en cette rentrée 2025, il présente désormais un tronc commun de deux jours avec le cycle supérieur Ariane afin d'assurer la formation des auditeurs au management et aux enjeux d'égalité et de diversité. Deux jours de formation sont ensuite propres au CHEMI et axés sur la recherche appliquée et la prospective. Le cycle donne lieu à la production d'un rapport individuel d'expertise dont le thème et le tuteur associé sont proposés par les directions d'emploi.

Objectifs

- Favoriser l'accès des cadres les plus expérimentés du ministère de l'Intérieur à des emplois directionnels à fortes responsabilités.
- Assurer la montée en compétence de ces cadres sur des sujets techniques et juridiques d'actualité.
- Sensibiliser aux enjeux d'égalité et de diversité au sein du ministère de l'Intérieur.
- Approfondir la culture professionnelle et le réseau inter-directionnel et interministériel grâce à des conférences, visites de sites et échanges entre pairs.

Organisation

9 modules de 4 jours (formation) ou 5 jours (voyages) mêlant conférences, interventions d'experts, ateliers pratiques et travaux de groupe. Les deux premiers jours de chaque module sont communs avec le cycle supérieur Ariane et portent sur des conférences techniques et juridiques d'actualité. Les deux jours suivants sont spécifiques au CHEMI et proposent des conférences, visites de sites et séminaires de recherche destinés à discuter des RIEX. Un voyage d'étude dans une capitale européenne ou du pourtour méditerranéen est commun au cycle supérieur Ariane. Un second voyage d'étude, portant sur les institutions européennes, est propre au CHEMI.

Publics

Une vingtaine de cadres masculins et féminins en deuxième partie de carrière issus du ministère de l'Intérieur (commissaires divisionnaires et généraux de police, officiers supérieurs de la gendarmerie, des armées et de la sécurité civile, administrateurs et sous-préfets hors classe ou justifiant d'au moins dix ans d'ancienneté, IGA), ainsi que des cadres du ministère des Armées et de services d'autres pays.

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré par arrêté ministériel (parution au Journal officiel)

Cycle supérieur Ariane

 **Formation annuelle**

 **1 an** | 36 jours de septembre à juin
252 heures

Candidature

Désignation par les directions d'emploi du ministère de l'Intérieur

Admission

Approbation par l'IHEMI

Tarifs

3 000 €

(voir la grille tarifaire p.54)

Lieu

Fort de Charenton (Maisons Alfort), École militaire (Paris) et sites franciliens

Contact

dcs-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 57 44 07 99

Destiné aux cadres supérieurs féminins en première partie de carrière, le cycle supérieur Ariane fait peau neuve en cette rentrée 2025. Il entend diversifier les thèmes de formation en présentant désormais un tronc commun de deux jours avec le CHEMI. Conçu comme un dispositif de montée en compétence et d'accompagnement des jeunes cadres féminins du ministère de l'Intérieur, le cycle supérieur Ariane ainsi rénové sera un lieu d'échange mixte, intergénérationnel et inter-directionnel. Le cycle supérieur Ariane donne lieu à la production d'un rapport collectif.

Objectifs

- Contribuer à l'accompagnement professionnel des jeunes cadres féminins du ministère de l'Intérieur par des modules de management et de coaching spécifiques.
- Assurer la montée en compétence technique des cadres supérieurs féminins du ministère de l'Intérieur sur des sujets opérationnels, administratifs, juridiques, managériaux et stratégiques d'actualité.
- Sensibiliser aux enjeux d'égalité et de diversité au sein du ministère de l'Intérieur.
- Développer la culture ministérielle et inter-directionnelle des auditrices.
- Favoriser la constitution d'un réseau professionnel mixte et intergénérationnel avec les auditeurs du CHEMI.
- Réaliser une étude collective portant sur des grands enjeux de management ou de leadership.

Organisation

9 modules de 4 jours (formation) ou 5 jours (voyages) mêlant conférences, interventions d'experts, ateliers pratiques et travaux de groupe. Les deux premiers jours de chaque module sont communs avec le CHEMI et portent sur des conférences techniques et juridiques d'actualité. Les deux jours suivants sont spécifiques au cycle supérieur Ariane et portent sur des grandes thématiques de management, de leadership et de coaching. Un voyage d'étude dans une capitale européenne ou du pourtour méditerranéen est commun au CHEMI. Un module de 5 jours, mariant ateliers et visites, est organisé par l'École nationale supérieure de la Police à Lyon.

Publics

Une vingtaine d'auditrices en première partie de carrière, désignées par leurs directions : DMATES, DGPN, DGGN, DGSCGC et IGA, ainsi que par d'autres services ou pays afin d'enrichir les partages d'expérience.

Diplôme d'auditrice de l'Institut

Titre d'auditrice conféré par arrêté ministériel (parution au Journal officiel)

Cycle supérieur d'Intelligence artificielle



Formation annuelle



1 an | 22 jours de formation de septembre à juin
154 heures



Candidature

Désignation par
les directions générales
du ministère de l'Intérieur
et des ministères partenaires



Tarifs

De 2000 € à 2500 €
(voir la grille tarifaire p.54)



Lieu

Fort de Charenton, École
militaire et sites franciliens



Contact

dcs-ihemi@interieur.gouv.fr

Destiné aux cadres supérieurs et dirigeants du ministère de l'Intérieur et des ministères partenaires, le cycle supérieur sur l'intelligence artificielle présente une organisation entièrement repensée en cette rentrée 2025. Le contenu de la formation s'inspire de la feuille de route ministérielle pour l'intelligence artificielle présentée au ministre de l'Intérieur en décembre 2024. Il entend apporter les principales clés de compréhension sur l'intelligence artificielle dans son usage ministériel concret et stratégique.

Objectifs

- Acquérir une culture stratégique de l'intelligence artificielle (IA) : décoder les concepts clés et dépasser les idées reçues pour se forger une compréhension solide de l'IA.
- Prioriser des cas d'usage à fort impact : identifier et exploiter les opportunités offertes par l'IA pour améliorer la performance des services publics et répondre aux attentes des citoyens.
- Maîtriser les enjeux budgétaires et organisationnels : optimiser les ressources humaines, techniques et financières tout en favorisant la rationalisation des investissements en matière d'IA et d'infrastructures.
- Garantir une IA publique de confiance : intégrer l'éthique, la réglementation et la transparence au cœur des projets pour renforcer l'acceptabilité de l'IA et garantir son alignement sur les valeurs républicaines.
- Anticiper les transformations organisationnelles : préparer le ministère à relever les défis du changement grâce à une gouvernance adaptée et un accompagnement adapté des équipes.
- Stimuler l'innovation au service de l'intérêt général : explorer les technologies émergentes et bâtir des solutions concrètes, porteuses d'impact durable pour le service public.

Organisation

5 modules de 3 jours dont 3 à l'IHEMI et 2 dans des directions ou instituts partenaires (DTNUM, INRIA). Un voyage d'études de 5 jours en Europe complète la formation. Les modules mêlent conférences, visites de sites et d'infrastructures et ateliers de mise en pratique et de confrontation à divers cas d'usage.

Publics

30 cadres dirigeants du ministère de l'Intérieur et des ministères partenaires ainsi que des parlementaires.

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré
par arrêté ministériel
(parution au Journal
officiel)

Séminaire Tour extérieur des administrateurs de l'État

EN PARTENARIAT AVEC



 **Formation courte**

 **2 jours et demi | juin**
1 séminaire par an

Candidature

Liste des auditeurs
communiquée directement
à l'IHEMI par la Sous-
direction du recrutement
et de la formation du
ministère de l'Intérieur

Tarifs

Financements SDRF/
DRH pour les agents du
ministère de l'Intérieur

Lieu

École militaire (Paris)
ou site IHEMI de
Maisons-Alfort (94)

Contact

securite-justice-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 44 42 48 74

Depuis 2018, le département Sécurité et justice organise un séminaire sur commande de la sous-direction du recrutement et de la formation (SDRF) du ministère de l'Intérieur. Cette formation vise à approfondir les connaissances des candidats et ouvrir leur réflexion, sur les grands enjeux actuels de sécurité et de justice, dans la perspective du concours interne.

Objectif

Apporter un éclairage spécifique sur l'actualité des sujets de sécurité et de justice aux candidats au « Tour extérieur » des administrateurs de l'État.

Organisation

Deux journées et demie de formation composées de conférences et tables rondes animées par des hauts fonctionnaires, des officiers supérieurs de la police nationale et de la gendarmerie nationale et des universitaires.

Publics

Une cinquantaine de candidats au « Tour extérieur » des administrateurs de l'État.

**Attestation de
formation de l'Institut**

Référents en intelligence économique de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale



Formation courte



10 jours | 2 x 5 jours consécutif
70 heures

EN PARTENARIAT AVEC



Candidature

Les officiers, sous-officiers et fonctionnaires admis à suivre le cycle sont sélectionnés par leur direction générale respective



Tarifs

Communiqués aux services concernés



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

securite-economique-ihemi@interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 72

La Gendarmerie nationale et la Police nationale effectuent des missions de sécurité publique générale, de prévention des troubles à l'ordre public, de police judiciaire, de sécurité routière et de coopération internationale.

Largement ouvertes sur la société civile, ces deux institutions contribuent également à la politique publique de sécurité économique, laquelle est devenue une priorité gouvernementale depuis la publication du décret 2019-206 du 20 mars 2019. Leur implantation territoriale respective leur permet d'assurer la protection des personnes et des biens de manière préventive et répressive et d'agir également dans le domaine économique en renforçant la protection des entreprises face aux menaces dont elles font l'objet.

Ce cycle se fixe pour objectif de former les référents en intelligence économique de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale en leur apportant les clés de compréhension et les outils méthodologiques nécessaires.

Objectif

Fournir des outils méthodologiques destinés à la diffusion de la culture de la sécurité économique dans les unités opérationnelles.

Publics

Une quarantaine d'auditeurs :

- officiers et sous-officiers de la Gendarmerie nationale ayant qualité de référents sécurité économique et protection des entreprises (référents SEcoPE);
- fonctionnaires du Service central du renseignement territorial (SCRT) ou d'un service départemental du renseignement territorial exerçant les fonctions de référent en intelligence économique.

Attestation de formation de l'Institut

Séminaires d'études et de réflexion



Formation courte



3 séminaires par an | modules indépendants
De 9h30 à 16h00



Candidature

Sur invitation



Admission

Validation par l'IHEMI



Tarifs

Gratuit



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

strategie-ihemi@interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 23

Les séminaires, organisés avec les directions métiers du ministère, se veulent des lieux d'échanges et d'ouverture aux défis d'avenir, bénéficiant de l'invitation de personnes d'autres ministères mais également de chercheurs voire de journalistes, selon les thèmes et les besoins. L'enjeu de ces séminaires est de parvenir à faire évoluer la doctrine ministérielle sur un sujet donné.

Objectifs

- Permettre des temps d'échanges enrichis par la présence d'intervenants issus de diverses sphères professionnelles.
- Identifier les bonnes pratiques de terrain pour enrichir la doctrine du ministère sur des enjeux d'actualité.

Organisation

- Les séminaires d'études et de réflexion se déroulent sur place pendant une journée complète où se succèdent les interventions de plusieurs praticiens de plusieurs praticiens, de 9h30 à 16h00.

Publics

Les séminaires s'organisent dans un cadre restreint et sont principalement réservés aux membres de l'autorité préfectorale, de l'Inspection générale de l'Administration, ainsi qu'aux cadres des ministères partenaires.

Thématiques en 2025 *

- Entre tactique et stratégique : regards croisés sur la pratique du RETEX (1^{er} juillet 2025)
- Dix-huit mois plus tard, quel héritage des JOP 2024 pour le ministère de l'Intérieur ? (décembre 2025)

(*) Les dates peuvent évoluer.

Colloques d'études et de réflexion



Formation courte



7 fois par an | modules indépendants



Candidature

Sur invitation



Admission

Validation par l'IHEMI



Tarifs

Gratuit



Lieu

École militaire (Paris)
et visioconférence



Contact

strategie-ihemi@
interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 23

Cette année, des colloques font leur apparition dans l'offre de formation à destination des cadres du ministère. Pensés pour embrasser large, tant du point de vue des thématiques que des publics visés, les colloques veulent être le cadre privilégié d'échanges entre chercheurs et praticiens, avec l'intention principale de faire progresser l'intelligence ministérielle des grands enjeux de notre époque.

Objectifs

- Offrir un cadre d'échange et de réflexion entre chercheurs et services opérationnels.
- Enrichir la connaissance universitaire sur des sujets liés aux missions du ministère.
- Par les actes, esquisser une doctrine commune sur des enjeux comme la résilience ou la laïcité.

Organisation

Les colloques se déroulent en demi-journée ou journée entière. Les invités ont le choix entre une participation en visioconférence ou sur place, à l'École Militaire (Paris VII^e).

Les auditeurs participent aux débats dans une démarche réflexive – c'est-à-dire de pensée sur l'action.

Publics

Cadres dirigeants du ministère en poste en administration centrale ou territoriale, cadres des forces de sécurité intérieure et de sécurité civile, tout haut fonctionnaire intéressé sous réserve d'acceptation par l'organisateur.

Thématiques en 2025 *

- Intelligence économique; sécuriser le patrimoine national (28 mai 2025)
- L'Union européenne en question(s): quels scénarios pour les années à venir ? (19 mai 2025)
- L'eau : le grand défi du siècle (13 juin 2025)
- Résilience : le grand défi du dérèglement climatique (3 octobre 2025)

(*) Les dates peuvent évoluer.

Journées d'études et de réflexion numériques



Formation courte



5 par an | modules indépendants
De 9h00 à 12h30 en visioconférence



Candidature

Sur invitation



Admission

Validation par l'IHEMI



Tarifs

Gratuit



Lieu

École militaire (Paris)
et visioconférence



Contact

strategie-ihemi@
interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 23

Les Journées d'études et de réflexion (JER) numériques, déployées sur une demi-journée, permettent des regards croisés sur l'actualité. Ces journées, construites dans un échange entre directions, se veulent tant opérationnelles que théoriques, en donnant la parole à des spécialistes aux métiers divers.

Objectifs

- Acquérir des connaissances plus fines des enjeux grâce aux croisement des regards sur la thématique.
- Identifier les bonnes pratiques et enrichir sa réflexion sur le terrain.
- Approfondir son action à la lumière des échanges avec d'autres praticiens.

Organisation

- Les JER se déroulent sur une demi-journée, de 9h00 à 12h30. Elles sont organisées en visioconférence. Se succèdent plusieurs interventions d'experts, suivies d'un temps d'échange entre participants et intervenants.

Publics

Membres de l'autorité préfectorale, cadres dirigeants du ministère en poste en administration centrale ou territoriale, cadres des forces de sécurité intérieure et cadres des ministères partenaires (sur demande).

Thématiques en 2025 *

- L'immigration en France : connaître les cultures en présence (21 mars 2025)
- Améliorer le service aux Français : le rôle des inspections du ministère de l'Intérieur (4 avril 2025)
- Combattre le fléau de la corruption un défi interministériel (23 mai 2025)
- Profils et motivation des délinquants : retour sur les violences urbaines de l'été 2023 (4 juillet 2025)
- Comprendre la politique énergétique : regards croisés sur les dynamiques nationales (17 octobre 2025)

(*) Les dates peuvent évoluer.

Les Matinales numériques



Formation courte



Une à deux fois par mois

De 9h00 à 10h00 en visioconférence



Candidature

Sur invitation



Admission

Validation par l'IHEMI



Tarifs

Gratuit



Contact

strategie-ihemi@interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 23

Les matinales numériques, pensées en cycles, traitent de sujets très opérationnels et cherchent à actualiser l'état des connaissances des cadres du ministère de l'intérieur sur des enjeux actuels.

Objectifs

- Actualiser les connaissances juridiques et techniques sur un sujet donné.
- Acquérir de nouveaux outils utiles aux missions notamment aux préfetures .

Organisation

Les Matinales, organisées en cycles indépendants, sont proposées sous la forme d'une visioconférence d'une heure, les mardis de 9h00 à 10h00.

Publics

Membres de l'autorité préfectorale, cadres dirigeants du ministère en poste en administration centrale ou territoriale, cadres des forces de sécurité intérieure et cadres des ministères partenaires (sur demande).

Thématiques en 2025

- Cycle sur la société française : état de l'opinion publique (janvier-février)
- Cycle sur la responsabilité du gestionnaire public : acquérir les bons réflexes (mars)
- Cycle sur la sécurisation juridique des décisions administratives (avril-mai)
- Cycle sur les territoires ultramarins : préfigureurs des enjeux de la France du XXI^e siècle (mai-juin)
- Cycle sur la vie scolaire : que peut le préfet dans son département? (septembre)
- Cycle sur les enjeux mémoriels : la missions pacificatrice de l'État (octobre-novembre)

Préfets et procureurs

EN PARTENARIAT AVEC



Formation courte



2 jours | Jusqu'à 8 modules par an



Candidature

Sur sélection de la SDRF du ministère de l'Intérieur et l'École nationale de la magistrature



Tarifs

Financements SDRF/DRH



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Cette formation, fruit d'une coopération avec la sous-direction du recrutement et de la formation du ministère de l'Intérieur et l'École nationale de la magistrature, réunit depuis 2010 des préfets, vice-procureurs et procureurs adjoints de la République sur la thématique de la gestion de crise et de la prise de décision dans l'incertitude. Les thématiques liées au leadership de crise, à la prise de décision dans l'incertitude et à la complexité du management de crise sont notamment évoquées.

Objectifs

Travailler en alternant entre théorie, partage de bonnes pratiques, outils et kit réflexes, et plusieurs mises en situation :

- le management et la prise de décision en situation sensible ;
- la communication de crise ;
- le bon positionnement stratégique du préfet ;
- la connaissance fine du rôle du préfet et du procureur en gestion de crise et de sa relation avec les acteurs mobilisés ;
- la relation entre le préfet et le procureur en crise.

Organisation

2 exercices + media training

Modules théoriques : vers une culture commune de gestion et de communication de crise.

Deux mises en situation :

- exercices de crise avec pression médiatique et media training ;
- débriefing et identification des bonnes pratiques.

Publics

4 préfets et 4 procureurs de la République maximum.

**Certificat
de réalisation**

Cycle supérieur d'Études territoriales de niveau I (CSET I)



Formation courte



2 jours | 4 modules proposés par an



Candidature

Sur sélection SDRF du
ministère de l'Intérieur



Tarifs

Financements SDRF/DRH



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Ces sessions de formation de deux jours au profit des directeurs de cabinet et des sous-préfets d'arrondissement visent à former sur la prise en compte de l'humain en situation de crise, le processus de prise de décision en situation sensible/de crise, la circulation de l'information et l'organisation d'une cellule de crise.

Objectifs

Cette formation est destinée aux directeurs de cabinet en préfecture, ainsi qu'aux sous-préfets d'arrondissement. Grâce à une alternance entre théorie, partage de bonnes pratiques, la diffusion d'outils et de kit réflexes, et plusieurs mises en situation, il s'agit de travailler :

- le management en situation de crise ;
- la communication de crise ;
- le fonctionnement du COD et la connaissance des acteurs mobilisés ;
- la circulation d'informations et la remontée d'informations au Préfet pour aider à la prise de décision..

Organisation

Plongés en immersion lors d'exercices de crise, les auditeurs mettent en pratique les outils, bonnes pratiques et réflexes développés lors des ateliers théoriques. Ils testent notamment leur processus de prise de décision dans l'incertitude, leur positionnement dans la cellule et au milieu des acteurs mobilisés, leur management d'équipe et leur communication en situation tendue ou sensible.

Publics

Directeurs de cabinet et sous-préfets d'arrondissement. Entre 12 et 20 auditeurs par session.

**Certificat
de réalisation**

Cycle supérieur d'Études territoriales de niveau II (CSET II)

 **Formation annuelle**

 **1 an** | 5 modules de 2 jours



Candidature

Sur sélection SDRF du
ministère de l'Intérieur,
DGGN et DGPN



Tarifs

Financements SDRF/DRH



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Développée en 2017, cette formation annuelle axée sur le management en situation de crise est à destination des hauts fonctionnaires accédant pour la première fois à un emploi fonctionnel (sous-directeurs, sous-préfets d'arrondissement, directeurs de cabinet, secrétaires généraux de préfecture, commissaires divisionnaires de la Police nationale et colonels de la Gendarmerie nationale).

Objectifs

Organisés autour de cinq modules :

- la construction des conditions de la résilience (le diagnostic, la constitution d'un réseau de partenaires et d'une équipe en interne) ;
- l'affirmation d'un leadership (donner du sens à l'action et représenter l'Etat) ;
- la communication en situation tendue (préparer les messages adaptés, prendre la parole, s'exprimer devant les médias) ;
- la prise de décisions dans l'incertitude (l'acceptation du risque d'erreur, la gestion du stress) ;
- le retour d'expérience et la dynamique de lancement d'un plan d'actions à partir des enseignements tirés.

Organisation

Exercices de gestion de crise + ateliers de prise de parole devant les médias en situation de crise ou sensible.

Conférences, débats et ateliers sur la prise de décision, le management stratégique de la crise, l'anticipation et le RETEX.

Publics

30 auditeurs par promotion.

**Certificat
de réalisation**

Les RETEX



Formation courte



4 fois par an | modules indépendants



Candidature

Sur invitation



Admission

Validation par la DMATES/
Secrétariat général du
ministère de l'Intérieur



Tarifs

Financement ministère
de l'Intérieur



Lieu

Dans la préfecture siège
d'un événement majeur



Contact

strategie-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)6 47 47 27 23

L'IHEMI envisage d'organiser quatre nouvelles sessions de retours d'expérience (RETEX) au profit exclusivement des préfets. Ces RETEX dressent une description de la crise, l'organisation de la gestion de crise, les enseignements tirés de la crise et les propositions des préfets participants.

Objectif

- Effectuer un bilan de l'évènement.
- Identifier les bonnes pratiques appliquées à une situation.
- Renforcer la communication et la cohésion entre les préfets d'administration territoriale.

Organisation

- 10 participants par RETEX.
- Toute la journée avec arrivée la veille pour un dîner entre préfets.

Publics

Préfets en poste en administration territoriale.

Thématiques en 2025

- Rassemblement évangélique de plusieurs dizaines de milliers de personnes sur la commune de Grostenquin (5 mars 2025) - Metz
- Cérémonies de commémoration des 80 ans du débarquement en Normandie (10 avril 2025) - Caen
- Rave Party sur le plateau du Larzac (15 mai 2025) - Rodez
- Manifestations contre le projet A 69 (5 juin 2025) - Albi

Chaîne de commandement territorial (CCT)



Formation courte



2 jours | Jusqu'à 10 modules proposés par an



Candidature

Sur sélection du ministère de l'Intérieur : SDRF, DGGN, DGPN, DGSCGC, EOGN du ministère de la Santé du ministère de la Transition écologique et solidaire et de l'EMIA-TN



Tarifs

Financements SDRF/DRH pour les agents du ministère de l'Intérieur



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Cette formation, organisée depuis 2006, est à destination de l'équipe préfectorale et de l'ensemble des services mobilisés en centre opérationnel départemental (COD) lors d'une crise.

Objectif

Travailler en alternant entre théorie, partage de bonnes pratiques, outils et kit réflexes, et plusieurs mises en situation :

- la circulation d'informations au sein du COD et la remontée d'informations au décideur pour aider à la prise de décision ;
- la compréhension du positionnement du COD par rapport aux échelons opérationnels/stratégiques ;
- la communication de crise ;
- le fonctionnement du COD et la connaissance des acteurs (savoir-faire et savoir-être interservices).

Organisation

Deux exercices de crise suivis d'une séance de media training

Modules théoriques : vers une culture commune de gestion et de communication de crise.

Deux mises en situation :

- exercices de crise simulant une pression médiatique et media training ;
- débriefing et identification des bonnes pratiques.

Publics

Entre 15 et 20 auditeurs par session

**Certificat
de réalisation**

Communication de crise et media training



Formation courte



1 à 2 jours



Candidature

Session sur mesure organisée à la demande par la DICOM, le SIG ou les Préfectures



Tarifs

Sur devis



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

En relation étroite avec la direction de la communication (DICOM) du ministère de l'Intérieur, des modules de formation en communication de crise et en media training sont proposés au bénéfice :

- des préfetures ;
- des communicants de préfecture ;
- des directions de la communication des ministères (sur demande) ;
- des cabinets ministériels.

Un module communication de crise est également proposé lors du séminaire annuel des communicants de préfecture.

Objectif

- Décrypter le processus de médiatisation des crises, appréhender les attentes de la population, comprendre le fonctionnement des médias.
- Comprendre les caractéristiques de l'opinion et identifier les facteurs de risque d'opinion.
- Définir et mettre en place une stratégie de communication de crise.
- Les réseaux sociaux en temps de crise : comprendre leurs clés de fonctionnement.
- Se préparer à une interview: règles de base, maîtrise de la parole, de son discours.
- Élaborer des messages clés adaptés à la diversité des publics cibles.
- Faire face à tous types de questions.

Organisation

Ces formations s'organisent en deux temps :

- apports théoriques et kits réflexes de communication de crise : comprendre les enjeux et les principes de communication en situation tendue ;
- mise en pratique et media training.

Publics

Cabinets ministériels, préfets et leurs équipes, communicants des différents ministères, porte-paroles, équipes dirigeantes, etc.

**Certificat
de réalisation**

Formation au profit de l'École de Guerre



Formation courte



De 1 à 3 modules | 1 session par an



Candidature

Inscription via l'École de Guerre



Tarifs

Financement par l'École de guerre



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Dans le cadre du module d'approfondissement « sécurité intérieure » dispensé aux promotions de l'École de Guerre, l'IHEMI organise un programme de formation et de réflexion spécifique.

Objectifs

En abordant les questions du risque et de la gestion des crises cette formation met en exergue le rôle du chef dans un contexte de prise de décision dans la crise.

Organisation

Sous la forme de conférences, de tables rondes, de visites de salles opérationnelles et d'exercices de crise, les thèmes suivants sont développés selon les années et les besoins exprimés :

- définition de la crise et gestion d'une crise d'ampleur ;
- gestion de l'humain ;
- droit de la crise ;
- gestion de crise en Outre-mer et à l'international ;
- gestion de crise dans le privé ;
- gestion de crise dans le domaine de la sécurité civile ;
- gestion de crise en département ;
- gestion d'une crise cyber.

Exercices de mise en situation : entre 1 et 3 exercice de crise, avec conférences de presse.

Publics

Entre 30 et 35 auditeurs de l'École militaire.

**Certificat
de réalisation**

Formation au profit de l'INSP



Formation courte



2 ou 3 jours | 3 sessions de formation proposées par an

INSP

Institut national
du service public



Candidature

Tronc commun de la formation annuelle de l'INSP

Inscription

Inscription pour les étudiants de l'INSP, selon leurs cursus, via la direction de l'INSP



Tarifs

Communiqués à notre partenaire l'INSP



Lieu

INSP (Strasbourg)



Contact

formation-drc-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Des formations en gestion et communication de crise pour différentes promotions de l'INSP.

Fortement axée sur la mise en pratique et la diffusion de bonnes pratiques en communication et gestion de crise, elle est organisée autour d'exercices de crise et d'ateliers de mises en situation.

Objectifs

Grâce à une alternance entre théorie et mises en situation, il s'agit de travailler :

- le management et la prise de décision en situation sensible ;
- la circulation d'informations entre les acteurs mobilisés ;
- la prise en compte de l'humain en gestion de crise (compétences non technique) ;
- la communication de crise ;
- le bon positionnement stratégique de la cellule de crise.

Organisation

Formation adaptée aux objectifs pédagogiques alliant modules théoriques et cas pratiques.

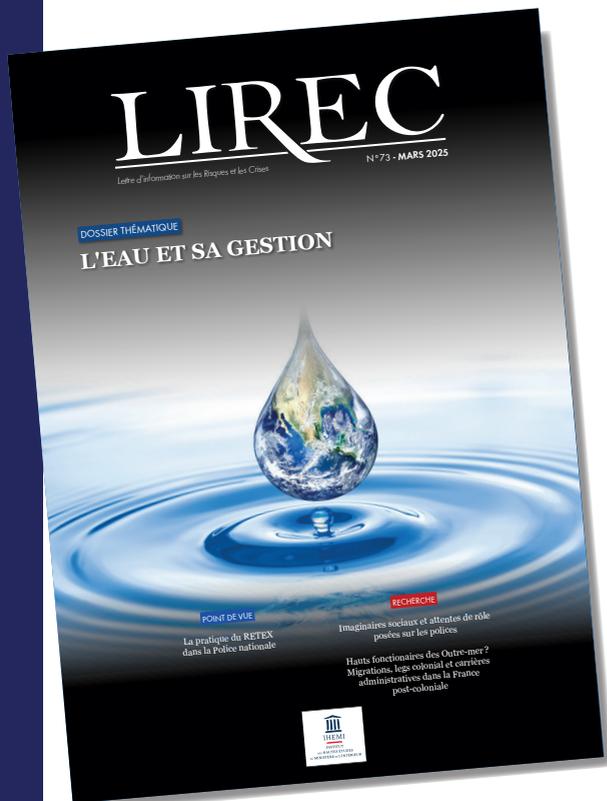
Exercices de mise en situation : exercices de crise sur 2 jours, avec conférences de presse.

Publics

Entre 30 à 100 auditeurs.

**Certificat
de réalisation**

LIREC, LA REVUE TRIMESTRIELLE de l'IHEMI sur la gestion de crise



La *Lettre d'information sur les risques et les crises (LIREC)* s'intéresse aux méthodologies de prévention des risques, de gestion de crise, ainsi qu'à l'étude des politiques de secours.



Support:
numérique

Accès libre sur:
www.ihemi.fr



Session nationale

Sécurité et justice

Privé ou individuel	10 000 €
Privé + 250 salariés	10 000 €
Parlementaires	7 500 €
Privé 50/250 salariés	7 500 €
Autres ministères	6 500 €
Elus locaux, collectivités territoriales, SDIS, établissements publics	6 000 €
Privé - 50 salariés	6 000 €
Reconversion	
Etrangers fonction publique	4 500 €
Ministères partenaires (Justice, Armées)	3 000 €
Ministère de l'Intérieur	3 000 €

Session nationale

Protection des entreprises et intelligence économique

Privé ou individuel	10 000 €
Privé + 250 salariés	10 000 €
Privé 50/250 salariés	7 500 €
Autres ministères	6 500 €
Elus locaux, collectivités territoriales, SDIS, établissements publics	6 000 €
Privé - 50 salariés	6 000 €
Reconversion	4 500 €
Etrangers fonction publique	4 500 €
Ministère de l'Intérieur	3 000 €

Cycle supérieur

de l'Intelligence artificielle

Privé ou individuel	2 500 €
Autres ministères	2 500 €
Ministères partenaires (Justice et Défense)	2 000 €
Elus	2 500 €
Ministère de l'Intérieur	2 000 €

Session nationale

Mangement stratégique de la crise

Privé ou individuel	10 000 €
Privé + 250 salariés	10 000 €
Privé 50/250 salariés	7 500 €
Autres ministères	6 500 €
Ministères partenaires (Justice, etc...)	3 000 €
Elus locaux, collectivités territoriales, établissements publics	6 000 €
Instituts partenaires de l'IHE-MI (SDIS, AASC)	4 500 €
Privé - 50 salariés	6 000 €
Reconversion	4 500 €
Etrangers fonction publique	4 500 €
Ministère de l'Intérieur	3 000 €

Cycle

Citoyenneté

Privé ou individuel	1 500 €
Autres ministères	1 500 €
Ministères partenaires (Justice et Défense)	1 000 €
Elus locaux, collectivités territoriales, SDIS, établissements publics	1 500 €
Ministère de l'Intérieur	1 000 €

Cycle supérieur

Ariane

Etrangers fonction publique	3 000 €
Ministère de l'Intérieur	3 000 €

Cycle

des hautes études du ministère de l'Intérieur

Etrangers fonction publique	3 000 €
Ministère de l'Intérieur	3 000 €

05 Partenariats

Académie du renseignement (ACADRE)
Action contre la cybermalveillance (ACYMA)
Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)
Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
Ambassade d'Italie en France
Ambassade d'Espagne en France
Ambassade d'Inde en France
Ambassade de Tunisie en France
Assemblée nationale
Association française de droit de la sécurité et de la défense (AFDSD)
Association pour la gestion des assistants de sénateurs (AGAS)
Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP)
Centre d'analyse et de lutte contre les atteintes aux élus (CALAE)
Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du MEAE
Centre européen de recherche nucléaire (CERN)
COMCYBER-MI
Centre du renseignement olympique (CRO)
Centre national de commandement stratégique (CNCS)
Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
Centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (CRIAVS)
Centre de Droit et d'Economie du Sport (CDES)
Cercle national des Armées (CNA)
Club des directeurs de sécurité et de sûreté des entreprises (CDSE)
Club des officiers de sécurité (COS)
COMCYBER-MI
Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR)
Commandement pour l'environnement et la santé (CESAN)
Commandement Terre pour le territoire national (COM TN)
Commission européenne
Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS)	Direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC)
Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)	Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE)
Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT)	Direction générale de la sécurité intérieure (DGSJ)
Coordination nationale pour la sécurité des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 et pour les grands événements sportifs internationaux (COJO)	Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)
Cycle des hautes études de la culture (CHEC)	Direction générale des étrangers en France (DGEF)
Cycle supérieur du développement durable (CSDD)	Direction générale des Outre-mer (DGOM)
Croix rouge française (CRF)	Direction du programme interministériel sur l'identité numérique
Défenseur des droits	École AgroParisTech
Délégation interministérielle aux Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 et aux grands événements sportifs (DIJOP)	École de formation des barreaux de la Cour d'Appel de Paris (EFB)
Délégation à l'information et à la communication (DICOM)	École de guerre
Délégation à la sécurité routière (DSR)	École nationale de la magistrature (ENM)
Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH)	École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP)
Délégation interministérielle d'aide aux victimes (DIAV)	École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ)
Délégation ministérielle aux partenariats, aux stratégies et aux innovations de sécurité (DPSIS)	École nationale supérieure de police (ENSP)
Direction du management de l'administration territoriale et de l'encadrement supérieur (DMATES)	École nationale supérieure des officiers des sapeurs-pompiers (ENSOSP)
Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD)	École militaire
Direction de la coopération internationale de sécurité (DCIS)	École des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN)
Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ)	Etat-major des Armées
Direction de l'administration pénitentiaire (DAP)	État major de l'armée de terre (EMAT)
Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG)	Fédération française des centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (FFCRIAVS)
Direction des affaires européennes et internationales (DAEI)	Fédération Française de Rugby (FFR)
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ)	Fontainebleau
Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (MINARM DRSD)	France Télévisions
Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN)	Francopol
Direction générale de la police nationale (DGPN)	GIP France 2023
	Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN)
	Groupe KEOLIS
	Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE)
	Institut des hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe (IHEDATE)
	Institut des hautes études des métropoles (IHEDM)

Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN)	Office de lutte contre le trafic illicite de migrants (OLTIM)
Institut des hautes études de l'éducation et de la formation (IH2EF)	Office central de lutte contre le travail illégal (OCLTI)
Institut des hautes études du monde religieux (IHEMR)	Office central pour la répression de la grande délinquance financière (OCRGDF)
Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST)	Paris 2024
Institut national du service public (INSP)	Pôle judiciaire de la gendarmerie nationale (PJGN)
Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN)	Préfecture de police de Paris
La Villette	Préfecture de la région Île-de-France
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI)	Réseau des écoles de service public (RESP)
Ministère de la Justice	Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)
Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires	Sénat
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	Service d'information du gouvernement (SIG)
Ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques	Service de l'information stratégique et de la sécurité économique (SISSE)
Ministère de la santé et de la prévention	Service national de police scientifique (SNPS)
Mission des cadres dirigeants (MCD)	Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM)
Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA)	Skema Business School
Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF)	Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins (Trafin)
Musée d'Orsay et musée de l'Orangerie (EPMO)	Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT)
Musée du Louvre	Aix-Marseille Université
Observatoire français des drogues et de la toxicomanie (OFDT)	Université de Lorraine
Office central de lutte contre les atteintes de à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP)	Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine (OCLCH)	Université Paris-Descartes
Office anti-cybercriminalité (OFAC)	
Office anti-stupéfiants (OFAST)	
Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH)	
Office central pour la répression des violences aux personnes (OCRVP)	

Édité par l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur
(IHEMI)

Conception et réalisation :
Bureaux communication et infographie de l'IHEMI

Crédits photos :
© IHEMI (p. 4-5, 7, 15, 22, 24-25, 27)
© Vincent Nicolas on Unsplash (p. 12-13)
© dragonstock - stock.adobe.com (p. 36-37)

2025



Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur

Adresse postale

IHEMI - École militaire - case 39 - 1, place Joffre
75700 Paris SP 07

Adresses opérationnelles

École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris
Fort de Charenton - 94706 Maisons-Alfort

Tél. : +33(0)1 76 64 89 00



www.ihemi.fr